

Les sociétés de développement commercial

Mémoire présenté par

**L'Association des sociétés de développement commercial de Montréal,
La Société de développement commercial centre-ville de Trois-Rivières et**

**À la Commission des institutions
de l'Assemblée nationale du Québec**

**Dans le cadre des audiences publiques sur le rapport
du Commissaire au lobbyisme du Québec intitulé
«Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de
lobbyisme»**

Le 18 septembre 2013

Mike Parente est le président de l'Association des sociétés de développement commercial de Montréal et le directeur général de la société de développement commercial de la Plaza St-Hubert.

Catherine Raymond est la directrice générale de la Société de développement commercial centre-ville de Trois-Rivières.

Les sociétés de développement commercial (SDC) sont des organismes à but non lucratif à cotisations obligatoires qui réunissent les gens d'affaires d'un quartier, d'un centre-ville ou d'une artère commerciale. Elles mènent des activités d'animation du milieu, de revitalisation des infrastructures urbaines et d'interventions auprès des administrations publiques visant l'amélioration de l'environnement d'affaires locales.

Le rôle premier d'une SDC est de favoriser le développement harmonieux d'une zone commerciale et la cohabitation de ses différentes clientèles dans une perspective de développement durable. Ainsi, les gens d'affaires, les résidents, les visiteurs et les travailleurs voient leurs intérêts pris en considération dans les interventions des SDC, qu'elles soient au niveau de la revitalisation, de la qualité de vie, du développement local et des activités sur son territoire.

Une quarantaine de SDC sont présentement actives au Québec, dont une quinzaine à Montréal. Une dizaine de SDC sont en développement et pourraient être actives au cours des prochains mois. Vous trouverez en annexe la liste de toutes les SDC actives et en développement.

La constitution, l'organisation et les activités des SDC sont prévues aux articles 458.1 à 458.44 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV). Les interventions des SDC auprès des administrations publiques sont expressément prévues à l'article 458.2 de la LCV. Les municipalités adoptent des règlements municipaux sur les SDC, dont le règlement qui autorise la création d'une nouvelle SDC. Elles perçoivent les cotisations des SDC. Un représentant de la municipalité siège au conseil d'administration de chaque SDC. Les SDC ont un devoir de rendre des comptes et de faire approuver leur budget de fonctionnement ainsi que leur mode de cotisation par le conseil municipal. Vous trouverez en annexe les articles 458.1 à 458.4 de la LCV.

La dynamique qui s'instaure entre une municipalité et une SDC ne s'inscrit pas dans une relation de lobbyisme puisque la municipalité autorise la création d'une SDC sur son territoire, perçoit les cotisations obligatoires de ses membres et siège à son conseil d'administration. La SDC est issue de la volonté concertée des commerçants et de la municipalité et fonctionne pour leur bénéfice commun, suivant les dispositions de la LCV.

Ainsi, au cours des dernières années, la SDC du Quartier latin à Montréal a ajouté aux services offerts par la Ville de Montréal plus de 5 000 heures de travail pour assurer la propreté de son territoire ; en collaboration avec le SPVM, elle a animé un projet de préposés à l'accueil et de prévention des incivilités durant la période estivale ; en collaboration avec l'Arrondissement Ville-Marie, elle a vérifié la qualité des éléments et de l'installation du mobilier urbain ; elle s'est engagé dans un partenariat avec les principales institutions du Quartier latin (ONF, Cinémathèque, BaNQ et UQAM) et elle a assuré la mise en œuvre du programme PR@M-COMMERCE de la Ville de Montréal.

De leur côté, les gens d'affaires du centre-ville de Trois-Rivières ont investi 2 200 000 \$ sur 20 ans pour la construction d'un stationnement étagé municipal de plus de 400 espaces. De plus, de nombreuses interventions physiques ont eues lieu grâce à une participation financière de la SDC. Ainsi, les rues Hart, Notre-Dame Centre et Badeaux ont été revitalisées grâce à un partenariat SDC-municipalité.

La SDC du centre-ville de Trois-Rivières assure également un service d'entretien des espaces publics, d'accueil et d'information aux visiteurs et touristes en collaboration avec le service municipal des travaux publics et Tourisme Trois-Rivières. Ces services sont financés par la municipalité et la SDC à parts égales.

Les SDC interviennent sur différents comités municipaux afin de voir à l'amélioration des services offerts aux citoyens, gens d'affaires et visiteurs de leur municipalité. La gestion

de leur territoire les amène à collaborer avec différents intervenants publics et parapublics, par des recommandations, la transmission d'informations concernant des problématiques ou lors de modifications de règlements dans le but d'assurer un développement harmonieux pour les résidents, les travailleurs, les gens d'affaires et les clients des centres-villes.

Il s'agit du principal argument en faveur de l'exclusion des SDC de l'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme.

Surtout que le libellé de lobbyiste modifie la relation avec les responsables municipaux prévue par la LCV et affaiblit les liens de collaboration établis par les SDC avec les différents partenaires du développement aux niveaux municipal, provincial et fédéral.

Plusieurs autres arguments militent aussi en faveur de l'exclusion des activités des SDC de l'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, dont :

- Le rapport du Commissaire au lobbyisme évoque la possibilité d'un assouplissement pour certaines activités de représentation des organismes à but non lucratif.
- Le statut et les activités des SDC s'apparentent à ceux des centres locaux de développement (CLD) et des ordres professionnels, qui sont exemptés de l'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme.
- Le principal interlocuteur des SDC au gouvernement du Québec est la Direction du commerce et de la construction du ministère des Finances et de l'Économie (DCC). En mars 2012, dans une lettre au Commissaire au lobbyisme du Québec, le directeur de la DCC a mentionné que « nous sommes toujours convaincus que les sociétés de développement commercial du Québec ne sont pas des lobbyistes et que leurs activités ne relèvent pas du lobbyisme » et que « l'exclusion, d'une façon ou d'une autre, des sociétés de développement commercial de l'application de la *Loi sur l'éthique et la transparence en matière de lobbyisme* permettrait notamment de réaffirmer leur statut de partenaires du gouvernement du Québec et des municipalités, conformément à la dynamique initiale des dispositions pertinentes de la Loi sur les cités et villes ».

La plupart des intervenants municipaux, des professionnels du développement commercial et des spécialistes du commerce de détail s'accordent pour affirmer que les sociétés de développement commercial ont contribué de façon importante, soutenue et souvent innovatrice à la revitalisation et au développement de plusieurs centres-villes et artères commerciales du Québec. Elles ont aussi permis de développer au Québec un savoir-faire, des pratiques d'affaires et des professionnels de calibre international en matière de revitalisation urbaine et de développement commercial.

ANNEXES

Liste des SDC actives et en développement

Articles 458.1 à 458.44 de la *Loi sur les cités et villes*

Les SDC actives et en développement

Les SDC actives

SDC Alma	SDC Centre-ville de Québec (Nouvo St-Roch)
SDC Centre-ville du Plateau	SDC 3e Avenue Limoilou
SDC Dolbeau	SDC Avenue Maguire
SDC Quartier St-Joseph	SDC du quartier Montcalm
SDC Centre-ville de Joliette	SDC du quartier Saint-Sauveur
SDC Centre-ville de Lachute	SDC Plaza St-Hubert
SDC Centre-ville La Malbaie	SDC Plaza Monk
SDC Pointe-au-Pic	SDC Hochelaga-Maisonneuve
SDC La Tuque	SDC Promenade Masson
SDC Matagami	SDC Promenade Fleury
SDC New Richmond	SDC Plateau Mont-Royal
SDC Rivière Rouge	SDC Quartier Latin
SDC Centre-ville Rouyn-Noranda	SDC Destination Centre-ville
SDC St-Félicien	SDC Boulevard Saint-Laurent
SDC Centre-ville St-Hyacinthe	SDC Vieux-Montréal
SDC St-Raymond	SDC du Village
SDC Ste-Anne de Bellevue	SDC Jean-Talon
SDC Centre-ville Trois-Rivières	SDC Pignons rue Saint-Denis
SDC Centre-ville Victoriaville	SDC Petite Italie - Marché Jean Talon
SDC Hudson	SDC Wellington

Les SDC en développement

SDC Papineau	SDC Faubourg St Jean
SDC rue Ontario des Faubourgs	SDC Vieux Québec
SDC Trois-Pistoles	SDC Vieux port
SDC St Vallier Est,	SDC Petit Champlain/St Jean
SDC rue Cartier	SDC Grande Allée

Loi sur les cités et villes
Articles 458.1 à 458.44

458.1. Le conseil peut faire des règlements pour définir les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial comprenant au moins 50 établissements et plus de 50% des établissements de cette zone, et pour prévoir la constitution d'une société d'initiative et de développement ayant compétence dans ce district.

Pour l'application de la présente sous-section, un établissement et le contribuable qui le tient ou l'occupe sont respectivement un établissement d'entreprise imposable et son occupant au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1).

458.2. Une telle société peut promouvoir le développement économique du district, établir des services communs à l'intention de ses membres et de leurs clients, exploiter un commerce dans le district, construire et gérer un garage ou un parc de stationnement et exécuter des travaux sur la propriété publique ou privée avec le consentement du propriétaire.

458.3. Des contribuables tenant un établissement dans le district peuvent, par une requête présentée au conseil de la municipalité, demander la formation d'une société.

La requête doit être signée par un nombre minimal de contribuables tenant un établissement dans le district. Ce nombre est de :

- 1° 10, s'ils sont moins de 100 ;
- 2° 20, s'ils sont 100 ou plus mais moins de 250 ;
- 3° 30, s'ils sont 250 ou plus mais moins de 500 ;
- 4° 40, s'ils sont 500 ou plus.

Cette requête doit être conforme au règlement adopté en vertu de l'article 458.19 et doit contenir les mentions suivantes:

- a) le nom des requérants;
- b) l'adresse de leur établissement;
- c) les limites du district commercial, en utilisant, autant que possible, le nom des rues;
- d) le nom proposé pour la société;

e) l'adresse proposée pour son siège social.

Elle doit être accompagnée d'une liste des noms et adresses des contribuables tenant un établissement dans le district, de même que d'un croquis du district commercial.

458.4. Dans les 45 jours de la réception de cette requête, le conseil ordonne au greffier d'expédier, par poste recommandée ou certifiée, ou de faire signifier à tous les contribuables qui tiennent un établissement dans le district un avis les informant qu'un registre sera ouvert, afin de recevoir la signature de ceux qui s'opposent à la formation de la société.

458.5. L'avis doit mentionner:

a) l'objet de la requête;

b) le droit pour les contribuables qui tiennent un établissement dans le district de demander, par la signature du registre, que la requête fasse l'objet d'un scrutin;

c) le nombre requis de personnes pour qu'un scrutin ait lieu et le fait qu'à défaut de ce nombre, la requête sera réputée approuvée par elles;

d) le fait que si la requête est approuvée, le conseil pourra par résolution autoriser la constitution de la société, que tous les contribuables qui tiennent un établissement dans le district seront membres de la société et que celle-ci pourra imposer une cotisation à ses membres;

e) l'endroit, les dates et les heures d'enregistrement des signatures.

458.6. Le greffier joint à l'avis une copie de la requête et des documents qui l'accompagnent, le nom et l'adresse des contribuables à qui l'avis a été expédié ou signifié et le texte de la présente sous-section et de tout règlement s'y rapportant.

458.7. Sous réserve de ce qui est prévu à la présente sous-section, les chapitres IV et VI du titre II de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'enregistrement et au scrutin.

458.8. Le lieu où le registre est ouvert doit être situé à l'intérieur du district ou à une distance d'au plus deux kilomètres du périmètre de ce district.

458.9. Le registre ne peut être ouvert avant l'expiration de quinze jours à compter de l'expédition de l'avis.

458.10. Un contribuable qui n'a pas reçu l'avis du greffier peut signer le registre s'il prouve qu'il tient un établissement dans le district. La procédure d'enregistrement des signatures n'est pas invalide en raison du fait qu'un contribuable tenant un établissement dans le district n'a pas reçu l'avis.

458.11. Il ne peut y avoir qu'une seule signature par établissement.

458.12. Si un scrutin doit être tenu, le greffier expédie par poste recommandée ou certifiée ou fait signifier à tous les contribuables tenant un établissement dans ce district, 15 jours au moins avant le jour fixé, un avis les informant de la tenue d'un scrutin dans les 90 jours du dépôt de la requête.

458.13. Si plus de 50% des contribuables qui ont voté indiquent qu'ils y sont favorables, le conseil peut autoriser par résolution la constitution de la société; dans le cas contraire, la requête est rejetée et une nouvelle requête ne peut être présentée avant l'expiration d'une période de 24 mois.

458.14. La résolution autorisant la constitution de la société indique la dénomination sociale de cette dernière et les limites du district commercial dans lequel elle aura compétence.

La dénomination sociale d'une société doit être conforme à l'article 9.1 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

458.15. Le siège social de la société doit être situé sur le territoire de la municipalité.

458.16. Le greffier doit transmettre au registraire des entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution autorisant la constitution de la société. Sous réserve du deuxième alinéa, le registraire des entreprises doit, sur réception de ces trois copies de la résolution:

1° en déposer une copie au registre visé au chapitre II de la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1);

2° transmettre au greffier ainsi qu'à la société ou à son représentant autorisé une copie de la résolution;

3° (*paragraphe abrogé*).

Le registraire des entreprises refuse de déposer au registre une résolution qui contient une dénomination sociale non conforme à l'un des paragraphes 1° à 6° de l'article 9.1 de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

458.17. À compter de la date du dépôt, la société est une personne morale.

458.17.1. Sous réserve de l'article 458.17.2, les articles 458.3 à 458.13 s'appliquent à toute requête en dissolution, compte tenu des adaptations nécessaires outre les suivantes:

1° le registre est ouvert afin de recevoir la signature de ceux qui sont favorables à la dissolution de la société;

2° à défaut du nombre requis de personnes pour qu'un scrutin ait lieu, la requête est réputée désapprouvée.

458.17.2. Si la requête en dissolution est approuvée, le greffier la transmet au conseil d'administration de la société avec un certificat attestant que la requête a été approuvée conformément à la loi.

Le conseil d'administration doit soumettre, conformément à la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), une demande de dissolution de la société au registraire des entreprises.

458.18. Dans la mesure où elle est applicable, la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) régit la société, et notamment les dispositions relatives à la dissolution, sous réserve de la présente section et du règlement approuvé par le registraire des entreprises.

Toutefois, les articles 103 à l'exception du paragraphe 3, 113, 114 et 123 de la partie I de cette loi s'appliquent en les adaptant, sous réserve de la présente sous-section et du règlement approuvé par le registraire des entreprises.

Le recours prévu à l'article 123.27.1 de la partie IA de cette loi peut être exercé, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'encontre du nom d'une société, sous réserve de la présente sous-section et du règlement approuvé par le registraire des entreprises.

458.19. Le conseil peut, par règlement, prévoir des dispositions concernant les formalités à suivre pour demander la formation d'une société, sa composition, les responsabilités respectives de l'assemblée générale des membres et du conseil d'administration, et toute matière reliée à son organisation, son fonctionnement et sa dissolution.

Un règlement adopté en vertu du premier alinéa doit être approuvé par le registraire des entreprises.

458.20. Le conseil régleme toute autre matière relative à la société, notamment les modalités d'établissement, de perception et de remboursement de la cotisation et les règles transitoires applicables lorsque le territoire de la société est modifié. Il le fait par règlement.

Il approuve aussi les règlements de régie interne de la société.

458.21. Dans les 15 jours suivant la date de l'assemblée d'organisation, la société doit transmettre un avis de l'adresse de son siège social ainsi que la liste de ses administrateurs au registraire des entreprises qui les dépose au registre.

458.22. Tous les contribuables qui tiennent un établissement dans le district sont membres de la société et, sous réserve de l'article 458.23, ont droit de vote à ses assemblées; ils ne possèdent qu'un seul droit de vote par établissement.

458.23. Lorsqu'une cotisation devient exigible, en totalité ou en partie, seuls les membres qui ont acquitté leur cotisation sont éligibles au conseil d'administration et peuvent exercer leur droit de vote.

458.24. Le conseil d'administration est formé de neuf personnes. Six personnes sont élues par l'assemblée générale parmi les membres de la société; une personne est désignée par le conseil municipal parmi ses membres ou parmi les fonctionnaires ou employés de la municipalité, et deux personnes sont désignées par les membres élus du conseil d'administration.

458.25. À une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin ou lors de l'assemblée générale annuelle, selon ce que décide le conseil d'administration, la société adopte son budget, qui peut inclure tout projet comportant des dépenses de nature capitale.

458.25.1. Tout emprunt de la société dont l'objet est le financement d'un projet comportant des dépenses de nature capitale doit être autorisé par le conseil.

458.26. La municipalité peut se rendre caution de la société quant au remboursement d'un emprunt de celle-ci.

Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 3 de l'article 28 s'appliquent à l'égard d'une telle caution.

458.27. Dès la réception du budget, le conseil peut l'approuver après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.

458.28. Les règles régissant le calcul des cotisations des membres, les versements et les dates d'échéance sont établies par règlement. Ces règles peuvent prévoir une limite minimale ou maximale au montant ou à la quote-part des cotisations que les membres peuvent avoir à déboursier.

458.29. Les cotisations sont décrétées à l'endroit des contribuables qui tiennent un établissement le premier jour de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé.

458.30. Un contribuable qui commence à occuper un établissement dans le district d'une société, en cours d'exercice financier, devient membre de la société et, dans le cas d'un établissement existant, succède aux droits et obligations de l'occupant précédent qui cesse alors d'être membre.

458.31. *(Abrogé).*

458.32. Une cotisation décrétée en vertu de la présente sous-section est réputée être une taxe d'affaires spéciale aux fins de sa perception et le greffier et le trésorier exercent tous les pouvoirs que leur confèrent la présente loi et la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) à cet égard. Les cotisations perçues, déduction faite des frais de perception, ainsi que la liste des membres qui les ont acquittées, sont remises à la société.

458.33. À la requête du conseil d'administration d'une société, le conseil peut, par résolution, modifier les limites du district de cette société.

458.34. La requête prévue à l'article 458.33 doit, avant sa présentation au conseil, avoir été approuvée par les membres de la société lors d'une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin.

458.35. La requête prévue à l'article 458.33 qui demande l'agrandissement du district de la société doit, après sa réception, faire l'objet d'une consultation auprès des contribuables qui tiennent un établissement sur le territoire dont l'ajout est proposé.

Les articles 458.4 à 458.13 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux fins de cette consultation.

458.36. *(Remplacé).*

458.37. Une requête en modification du district n'est pas recevable si elle a pour effet de réduire à moins de cinquante le nombre de membres de la société.

458.38. La résolution par laquelle le conseil agréé la requête d'une société a pour effet d'étendre ou de réduire la compétence de la société au district ainsi modifié.

458.39. Une société peut prévoir, selon des modalités et à des conditions établies dans ses règlements, l'adhésion volontaire d'une personne qui tient un établissement hors du district ou qui occupe un immeuble, autre qu'un établissement, situé dans le district ou hors de celui-ci.

458.40. La résolution qui modifie les limites du district de la société doit être transmise au registraire des entreprises en trois copies certifiées conformes. Sur réception des copies de la résolution, le registraire des entreprises suit, en les adaptant, les procédures prévues à l'article 458.16.

458.41. Cette modification prend effet à compter de la date du dépôt de la résolution.

458.42. Le conseil peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux sociétés des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la société prévus à son budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement.

458.43. Lorsqu'une assemblée générale spéciale est convoquée à la demande des membres pour un objet particulier, il ne peut être tenu une deuxième assemblée relativement au même objet avant l'expiration de l'exercice financier au cours duquel elle est tenue, sauf avec l'accord du conseil d'administration.

458.44. Les dispositions de la présente sous-section qui visent un contribuable tenant ou occupant un établissement s'appliquent à tout mandataire de l'État qui est un tel contribuable.